

 ISSN (O): 2320-5407 ISSN (P): 3107-4928	Journal Homepage: www.journalijar.com INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR) Article DOI: 10.21474/IJAR01/24360 DOI URL: http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/24360	 INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR) Volume 14(10) October 2026 Published Online: http://www.journalijar.com Annual ISSN: 2320-5407 (O) / 3107-4928 (P)
--	---	--

RESEARCH ARTICLE

AMBITIONS, REALISATIONS, DEFIS ET PERSPECTIVES POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE AU SERVICE DE L'EMERGENCE DU BENIN A L'HORIZON 2030

AMBITIONS, ACHIEVEMENTS, CHALLENGES AND PROSPECTS FOR VOCATIONAL TRAINING IN SUPPORT OF BENIN'S EMERGENCE BY 2030

Jean Euloge Gabriel ADETONA¹, Coovi Cyriaque AHODEKON SESSOU² et Kamel Areo GARBA³

1. Spécialiste en Innovations, Développement & Sociétés, Chef-Projet du Projet de Développement des Compétences pour l'Emploi dans les Secteurs Prioritaires, sous tutelle de l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET).
2. Professeur Titulaire des Universités du CAMES, Laboratoire de Recherche et d'Expertise, Sport, Éducation et Interventions sociales pour le Développement (LRESEI-Dev), Enseignant-Chercheur, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.
3. Maître-Assistant des Universités du CAMES, Laboratoire de Recherche et d'Expertise, Sport, Éducation et Interventions sociales pour le Développement (LRESEI-Dev), Enseignant-Chercheur, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 12 August 2026

Final Accepted: 14 September 2026

Published: October 2026

Key words:-

Benin; Technical and Vocational Education and Training (TVET); Employability; Governance; Human capital.

Abstract

In Benin, the education system has long marginalized Technical and Vocational Education and Training (TVET), with only 3% of learners enrolled in vocational pathways in 2018 and a youth graduate unemployment rate of 39.3%. This structural mismatch prompted the adoption of the National Strategy (2019–2025), aimed at repositioning vocational training as a key driver of economic development and youth employability by 2030. This study adopts a mixed-methods approach combining an extensive document review and 63 semi-structured interviews with key stakeholders, alongside an Exploratory Factor Analysis (EFA) applied to coded qualitative data. The EFA, applied to coded ordinal scores derived from the interviews, reveals three structural dimensions of the TVET system: (1) institutional governance and coordination; (2) operational financing and quality of provision; (3) socio-cultural social perceptions and private sector involvement. These three factors account for 90.7% of the total variance. Major systemic challenges identified include insufficient funding (83% of respondents), uneven training quality (72%), gender stereotypes (68%), and institutional fragmentation (61%).

"© 2026 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

Corresponding Author:- Jean Euloge Gabriel ADETONA.

Address:- Spécialiste en Innovations, Développement & Sociétés, Chef-Projet du Projet de Développement des Compétences pour l'Emploi dans les Secteurs Prioritaires, sous tutelle de l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET).

E-mail : jegadetona@gmail.com

A typological analysis identifies four distinct actor groups: institutional strategists, operational practitioners, economic partners, and socio-cultural advocates. The findings emphasize that successful reform requires a comprehensive systemic approach simultaneously integrating effective governance, sustainable financing, improved training quality, and transformation of social representations. The study concludes by calling for the urgent establishment of a national longitudinal TVET database to enable rigorous policy evaluation.

Introduction:-

Le système éducatif béninois a longtemps été dominé par l'enseignement général, accordant peu d'importance l'Enseignement et la Formation Techniques Professionnels (EFTP). En 2018, seuls 3 % des apprenants s'orientaient vers l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) après le Brevet d'Études du Premier Cycle (Gouvernement du Bénin/MESTFP, 2019), contribuant à un taux de chômage des jeunes diplômés estimé à 39,3 %, qui constitue l'un des freins majeurs à une croissance inclusive.

Au cœur d'une dynamique de croissance économique soutenue mais non inclusive, le défi structurel de l'adéquation entre les compétences et les qualifications produites par le système éducatif et celles requises par le marché du travail demeure entier. Pour y répondre, le Bénin a adopté en 2020 la SN-EFTP 2019-2030, et la Loi 2022-01 du 25 janvier 2022 portant Loi-cadre sur l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels cadre légale et stratégique visant le repositionnement de l'EFTP e comme levier du développement économique, l'adéquation formation-emploi et de l'insertion socioprofessionnelle. Cette stratégie repose sur plusieurs axes concomitants : améliorer la gouvernance, renforcer le financement, moderniser l'offre de formation et intensifier l'implication du secteur privé.

Malgré les progrès accomplis, les performances du sous-secteur restent entravées par des dysfonctionnements institutionnels persistants, la faiblesse des financements endogènes, la faible attractivité sociale de l'EFTP et une coordination imparfaite entre acteurs. C'est dans ce contexte que la présente étude s'interroge : dans quelle mesure les facteurs institutionnels, économiques et socioculturels influencent-ils la performance du système de EFTP béninois ?

Revue de la Litteratureet cadre théorique:-

Cette étude s'ancre dans plusieurs courants théoriques complémentaires. La théorie du capital humain (Becker, 1993) postule que l'investissement dans l'éducation et la formation améliore la productivité individuelle et nationale, fondant ainsi la logique de repositionnement stratégique de l'EFTP dans le Plan National de Développement béninois.

Les travaux de la Banque mondiale (2021) et de l'OCDE (2019) sur la gouvernance des systèmes éducatifs montrent que la performance des dispositifs EFTP dépend étroitement de la qualité du pilotage institutionnel, de la coordination public-privé et de la disponibilité de financements stables et diversifiés. Ces conclusions résonnent particulièrement dans le contexte béninois, caractérisé par une fragmentation institutionnelle prononcée et une forte dépendance aux financements extérieurs.

Brunet et al. (2018) ont mis en évidence que la gouvernance partenariale entre acteurs publics et privés constitue un déterminant décisif de la pertinence des formations, en permettant une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins réels du marché du travail. Par ailleurs, des travaux portant sur les contraintes socioculturelles dans les systèmes éducatifs africains (UNESCO, 2020 ; King & Palmer, 2010) montrent que les stéréotypes de genre et la faible valorisation sociale des filières techniques représentent des freins structurels qui transcendent la qualité intrinsèque des dispositifs de formation.

C'est à partir de ce cadre que la présente étude se propose d'analyser empiriquement les déterminants de la performance du système EFTP béninois, en étudiant les interactions entre gouvernance, financement, qualité de l'offre, implication du secteur privé et facteurs socioculturels.

Matériels et Méthodes:-

Cette étude adopte une approche méthodologique mixte à dominante qualitative. La composante qualitative, centrale dans ce travail, s'appuie sur une analyse de la documentation officielle (stratégies nationales, rapports institutionnels, littérature académique) et sur la réalisation de 63 entretiens semi-directifs avec des acteurs clés issus de l'administration publique, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, et d'experts du secteur, dans

l'ensemble des douze départements du Bénin. Elle permet de déchiffrer les logiques institutionnelles, les perceptions des acteurs et les enjeux de mise en œuvre des réformes.

Cette dimension qualitative est couplée à une approche quantitative exploratoire sous la forme d'une analyse factorielle exploratoire (AFE). Si la taille de l'échantillon ($n = 63$) reste inférieure aux seuils généralement recommandés pour les AFE confirmatoires ($n \geq 200$), plusieurs travaux méthodologiques valident le recours à l'AFE dans le cadre d'études exploratoires à échantillon réduit, lorsque les communalités sont élevées et que la structure factorielle est clairement interprétable (MacCallum et al., 1999 ; Costello & Osborne, 2005). En l'espèce, les communalités obtenues ($h^2 \geq 0,72$) et la variance cumulée expliquée (90,7 %) confirment la robustesse analytique de la structure factorielle identifiée. Les résultats de l'AFE doivent être considérés comme des tendances analytiques robustes, et non comme des conclusions généralisables à l'ensemble du système.

Les réponses recueillies lors des entretiens ont été codifiées selon des scores ordinaux de 1 à 5 sur sept dimensions : gouvernance, financement, qualité de l'offre, implication du secteur privé, contraintes socioculturelles, capacité institutionnelle et dispositifs d'insertion. Les variables ont ensuite été standardisées pour assurer leur comparabilité. Les analyses ont été réalisées sous NVivo 14, Stata et Excel.

Sources de données:-

Les données mobilisées relèvent de deux grandes catégories. Les sources primaires comprennent les documents officiels (SN-EFTP 2019-2025, loi n° 2022-01 du 11 janvier 2022 portant Loi Cadre de l'EFTP, décrets d'application de 2025), les rapports de partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, AFD, UNESCO/UNEVOC, Swisscontact, GRET), les rapports institutionnels (ADET, MESTFP) et les publications spécialisées. Ces sources ont été complétées par des données d'enquête qualitatives collectées via 63 entretiens semi-directifs, d'une durée moyenne de 45 minutes chacun.

L'échantillonnage a été réalisé par quotas raisonnés pour assurer la représentativité des catégories d'acteurs et une couverture territoriale équilibrée : 12 représentants de l'État et agents ministériels (19 %) ; 15 acteurs du secteur privé (24 %) ; 8 partenaires techniques et financiers internationaux (13 %) ; 10 experts et chercheurs (16 %) ; 10 directeurs d'établissements (16 %) ; 8 représentants de la société civile (12 %). La saturation théorique a été atteinte à partir du 55e entretien.

Variables de l'étude:-

La variable dépendante est la performance du système EFTP, évaluée à travers le niveau d'adéquation formation-emploi, le taux d'insertion professionnelle, l'attractivité des filières et la qualité des compétences développées. Les variables indépendantes sont : la gouvernance (coordination institutionnelle, efficacité des réformes, pilotage stratégique) ; le financement (volume, diversification et durabilité des ressources) ; la qualité de l'offre (pertinence des curricula, disponibilité des équipements, qualification des formateurs) ; l'implication du secteur privé (participation à la gouvernance, apprentissage de type dual ou par alternance, co-construction des programmes) ; et les facteurs socioculturels (perception sociale de l'EFTP, stéréotypes de genre). Des variables intermédiaires du système d'information sur le marché du travail, la capacité institutionnelle des acteurs, l'intensité de la coopération intersectorielle modulent les relations causales entre variables explicatives et performance.

Tableau 1 : Opérationnalisation des variables

Variable	Indicateurs	Nature
Performance EFTP	Taux d'insertion, employabilité, attractivité	Dépendante
Gouvernance	Coordination, efficacité institutionnelle	Indépendante
Financement	Volume, diversification, durabilité	Indépendante
Offre de formation	Qualité, adéquation, équipements	Indépendante
Secteur privé	Niveau d'implication	Indépendante
Facteurs socioculturels	Perceptions, genre	Indépendante

Variable	Indicateurs	Nature
Système d'information	Disponibilité de données emploi	Intermédiaire

Source : Adetona (2026), à partir des données de la recherche.

Analyse des résultats:-

Résultats qualitatifs:-

Architecture stratégique de la SN-EFTP:-

La SN-EFTP 2019-2030 vise à porter à 70 % la part des apprenants en formation professionnelle à l'horizon 2030, à aligner les offres de formation sur les secteurs dynamiques du Plan National de Développement, et à assurer un accès universel et équitable, notamment pour les populations vulnérables. Elle repose sur cinq principes fondamentaux : la diversification de l'offre de formation (duale ou par alternance, itinérante, à distance, en entreprise) ; la généralisation de l'Approche Par les Compétences (APC) ; l'orientation vers six grands secteurs porteurs (agro-industrie, tourisme, BTP, numérique, eau et énergie) ; l'intégration de l'éducation tout au long de la vie ; et l'optimisation de l'utilisation des ressources. Les axes de restructuration prévoient notamment une hausse du nombre d'apprenants dans le secondaire technique de 27 970 en 2018 à 199 229 en 2025 (Gouvernement du Bénin/MESTFP, 2019).

Cadre institutionnel et juridique:-

La loi-cadre n° 2022-01 du 11 janvier 2022 constitue une étape majeure de la refonte juridique du secteur. Composée de 48 articles, elle introduit une approche éducative inclusive, régule les flux d'orientation vers l'EFTP, révisé la gouvernance pédagogique et administrative, et intègre obligatoirement le secteur privé dans la gouvernance du système. Elle pose également les bases d'un Fonds de Financement de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (FF-EFTP), préfiguré par un fonds d'appui doté d'une ligne budgétaire spécifique. Sur le plan institutionnel, la création de l'Agence de Développement de l'EFTP (ADET), par décret n° 2021-325 du 30 juin 2021, représente un pivot central de la mise en œuvre stratégique de la SN-EFTP au Bénin. L'ADET joue un rôle opérationnel de pilotage et d'aide à la mise en œuvre des orientations stratégiques (ADET, 2024). Ce cadre a été renforcé par trois décrets adoptés en 2025 précisant respectivement les statuts-types des établissements publics d'EFTP (Gouvernement du Bénin, 2025a) et les mécanismes de financement du secteur (Gouvernement du Bénin, 2025b), le décret n°2025-199 du 23 avril 2025 portant Attribution, Organisation et Fonctionnement du Cadre National de Concertation et de Promotion de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (CNCPEFTP).

Réalisations concrètes:-

Sur le plan des réalisations concrètes, la mise en œuvre de la SN-EFTP s'est traduite par le déploiement progressif d'un portefeuille structurant de quinze projets majeurs portés ou coordonnés par l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET). Il s'agit notamment du Projet de Formation Professionnelle pour l'Entrepreneuriat et l'Emploi au Bénin (FP2E), des Projets d'Appui à la Formation Agricole et Rurale (ProFAR 1, ProFAR 2 et la coopération technique adossée au ProFAR 3), du Programme FORCE, du Projet de Développement des Compétences pour l'Emploi dans les Secteurs Prioritaires – Phase I (PDCESP-I), des projets de modernisation et de construction d'infrastructures techniques et scientifiques, du soutien au financement durable de l'EFTP avec l'appui de la KfW, des projets financés par la BOAD, ainsi que des initiatives innovantes telles que InerJeune Bénin et la promotion de l'innovation et de l'EFTP pour l'emploi des jeunes (ACT-61810). Au-delà de ce portefeuille, les réalisations concernent également la réforme et l'actualisation des curricula selon l'Approche Par les Compétences (APC), l'introduction et l'extension des modalités de formation duale et en alternance, la digitalisation progressive des dispositifs de gestion, de suivi des apprenants et de l'insertion professionnelle, ainsi que le déploiement d'outils numériques de pilotage. La réforme a également permis une meilleure intégration du genre et de l'inclusion sociale, à travers des mécanismes visant l'accès accru des filles, des femmes et des personnes à besoins spécifiques aux filières techniques, notamment dans les secteurs traditionnellement masculins.

Ces réalisations traduisent une dynamique de transformation systémique du sous-secteur, articulant infrastructures, qualité pédagogique, innovation, gouvernance, digitalisation, inclusion et employabilité, en cohérence avec l'ambition de faire de l'EFTP un levier majeur de développement du capital humain à l'horizon 2030. Sur le terrain, la construction de lycées techniques industriels et agricoles, la transformation des Centres de Formation Professionnelle et les Centres de Métiers (CFP) en Centres de Formation Professionnelle et d'Apprentissage (CFPA)

et la réhabilitation d'établissements existants illustrent la mise en œuvre progressive des réformes. La session d'octobre 2025 du Certificat de Qualification aux Métiers a enregistré 41 943 candidats, traduisant une appropriation croissante du dispositif (MESTFP, 2025). Enfin, le programme FORCE, mis en œuvre avec l'appui de la Coopération suisse, facilite l'accès à des compétences adaptées pour les jeunes défavorisés, notamment dans les régions septentrionales du Bénin (Swisscontact/DDC, 2023).

Diagnostic des contraintes structurelles:-

Le contexte socioéconomique demeure contraignant : le secteur informel emploie plus de 80 % de la population active (IPEE-UNESCO Dakar/PEFOP, 2022), et le sous-emploi avoisine les 73 % malgré une croissance économique soutenue (Gouvernement du Bénin/MESTFP, 2019 ; FMI, 2025a). L'analyse fait apparaître plusieurs dysfonctionnements majeurs du système : insuffisance des ressources financières, fragmentation institutionnelle et partenariat public-privé insuffisant, inadéquation des curricula aux exigences du marché, rôle limité du secteur privé dans la gouvernance et l'offre de formation, et système d'information sur l'emploi incomplet.

Perceptions et propositions des acteurs clés:-

L'analyse thématique des 63 entretiens a permis d'identifier cinq grands thèmes convergents. Le financement insuffisant est le thème le plus fréquemment mentionné (83 % des répondants), suivi de la qualité inégale des formations (72 %), des stéréotypes de genre freinant la participation féminine (68 %), de la gouvernance fragmentée (61 %), et de l'ambition de positionnement régional du Bénin en matière d'EFTP (57 %). Les acteurs institutionnels reconnaissent des avancées notables en matière de réformes, tout en soulignant que la qualité des formations reste inégale et que la gouvernance doit être mieux coordonnée pour éviter la dispersion des efforts. Les représentants du secteur privé mettent en avant la valeur ajoutée des partenariats public-privé dans le développement de l'apprentissage dual. Les acteurs socioculturels, quant à eux, insistent sur la nécessité d'un changement culturel profond : sans transformation des représentations sociales associées aux filières techniques, et notamment des stéréotypes de genre, l'impact des réformes restera limité.

Analyse factorielle exploratoire:-

Valeurs propres et variance expliquée:-

L'analyse des valeurs propres révèle trois facteurs dont la valeur propre est supérieure à 1, conformément au critère de Kaiser. Le premier facteur, dominant, explique 44,6 % de la variance et renvoie aux dimensions institutionnelles du système. Le second facteur (29,7 %) reflète les ressources financières et la qualité de l'offre. Le troisième (16,4 %) capture les variables socioculturelles et la participation des acteurs. Ces trois facteurs expliquent conjointement 90,7 % de la variance cumulée, attestant de la très bonne capacité explicative du modèle factoriel.

Tableau 2 : Valeurs propres, variance expliquée et contributions factorielles

Facteurs	Valeurs propres (Eigenvalues)	Variance expliquée (%)	Variance cumulée (%)
Facteur 1 : Gouvernance et capacité institutionnelle	3,12	44,6 %	44,6 %
Facteur 2 : Ressources et qualité de l'offre	2,08	29,7 %	74,3 %
Facteur 3 : Environnement socioculturel et participation	1,15	16,4 %	90,7 %
Facteur 4	0,38	5,4 %	96,1 %
Facteur 5	0,17	2,4 %	98,5 %
Facteur 6	0,10	1,5 %	100

Source : Adetona (2026), à partir des données d'entretiens.

Charges factorielles après rotation Varimax:-

Le tableau 3 présente les charges factorielles après rotation Varimax. Les charges supérieures à 0,70 en valeur absolue, considérées comme fortement significatives dans la littérature méthodologique (Hair et al., 2019), permettent d'objectiver l'interprétation des trois axes. Le premier axe « Gouvernance & Institution » est fortement corrélé à la gouvernance (0,86), à la capacité institutionnelle (0,83) et à la coordination (0,79). Le second axe « Ressources & Offre » s'appuie principalement sur le financement (0,88), la qualité de l'offre (0,85) et les infrastructures (0,81). Le troisième axe « Socioculturel & Partenariat » associe l'implication du privé (0,76), la perception sociale (0,79) et les contraintes socioculturelles (-0,82), ce signe négatif indiquant qu'une contrainte socioculturelle élevée est associée à une performance plus faible.

Tableau 3 : Charges factorielles après rotation (méthode Varimax)

Variables	Facteur 1 : Gouvernance & Institution	Facteur 2 : Ressources & Offre	Facteur 3 : Socioculturel & Partenariat
Gouvernance (GOV)	0,86	0,21	0,18
Capacité institutionnelle (INST)	0,83	0,25	0,22
Coordination des acteurs	0,79	0,28	0,30
Financement (FIN)	0,24	0,88	0,19
Qualité de l'offre (OFF)	0,27	0,85	0,26
Infrastructures/équipements	0,31	0,81	0,22
Implication du privé (PRIV)	0,34	0,42	0,76
Contraintes socioculturelles (SOC)	0,18	0,20	-0,82
Perception sociale de l'EFTP	0,22	0,29	0,79
Dispositifs d'insertion	0,45	0,51	0,48

Source : Adetona (2026), à partir des données d'entretiens.

Communalités et unicités:-

Les communalités (h^2) sont toutes satisfaisantes, de 0,72 à 0,86, confirmant l'aptitude du modèle factoriel à rendre compte des données. Les unicités ($u^2 = 1 - h^2$), indicatrices de la variance non expliquée propre à chaque variable, restent inférieures à 0,30, témoignant de la bonne intégration des variables dans la structure globale. La variable « dispositifs d'insertion » présente une communalité modérée (0,72) sur plusieurs facteurs, confirmant son caractère transversal et multidimensionnel.

Tableau 4 : Charges factorielles, communalités (h^2) et unicités (u^2) après rotation Varimax

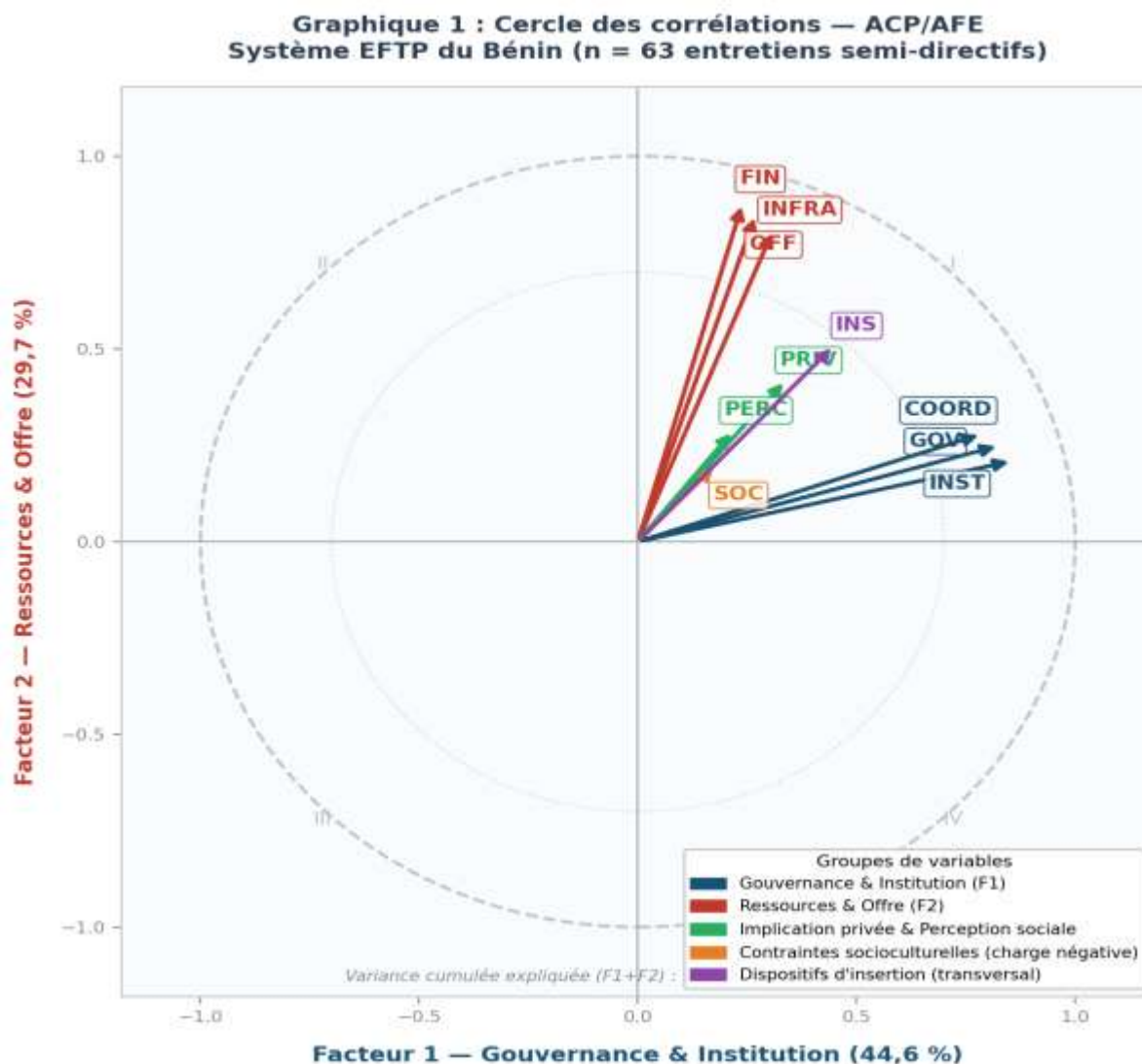
Variables	F1 : Gouv. &Inst.	F2 : Res. & Offre	F3 : Sociocult.	h^2 (Communalité)	u^2 (Unicité)
Gouvernance (GOV)	0,86	0,21	0,18	0,82	0,18
Cap. institutionnelle (INST)	0,83	0,25	0,22	0,80	0,20
Coordination des acteurs	0,79	0,28	0,30	0,78	0,22
Financement (FIN)	0,24	0,88	0,19	0,84	0,16
Qualité de l'offre (OFF)	0,27	0,85	0,26	0,82	0,18
Infrastructures/équipements	0,31	0,81	0,22	0,80	0,20

Variables	F1 : Gouv. & Inst.	F2 : Res. & Offre	F3 Sociocult. :	h^2 (Communalité)	u^2 (Unicité)
Implication du privé (PRIV)	0,34	0,42	0,76	0,86	0,14
Contraintes sociocult. (SOC)	0,18	0,20	-0,82	0,74	0,26
Perception sociale EFTP	0,22	0,29	0,79	0,79	0,21
Dispositifs d'insertion	0,45	0,51	0,48	0,72	0,28

Source : Adetona (2026), à partir des données d'entretiens.

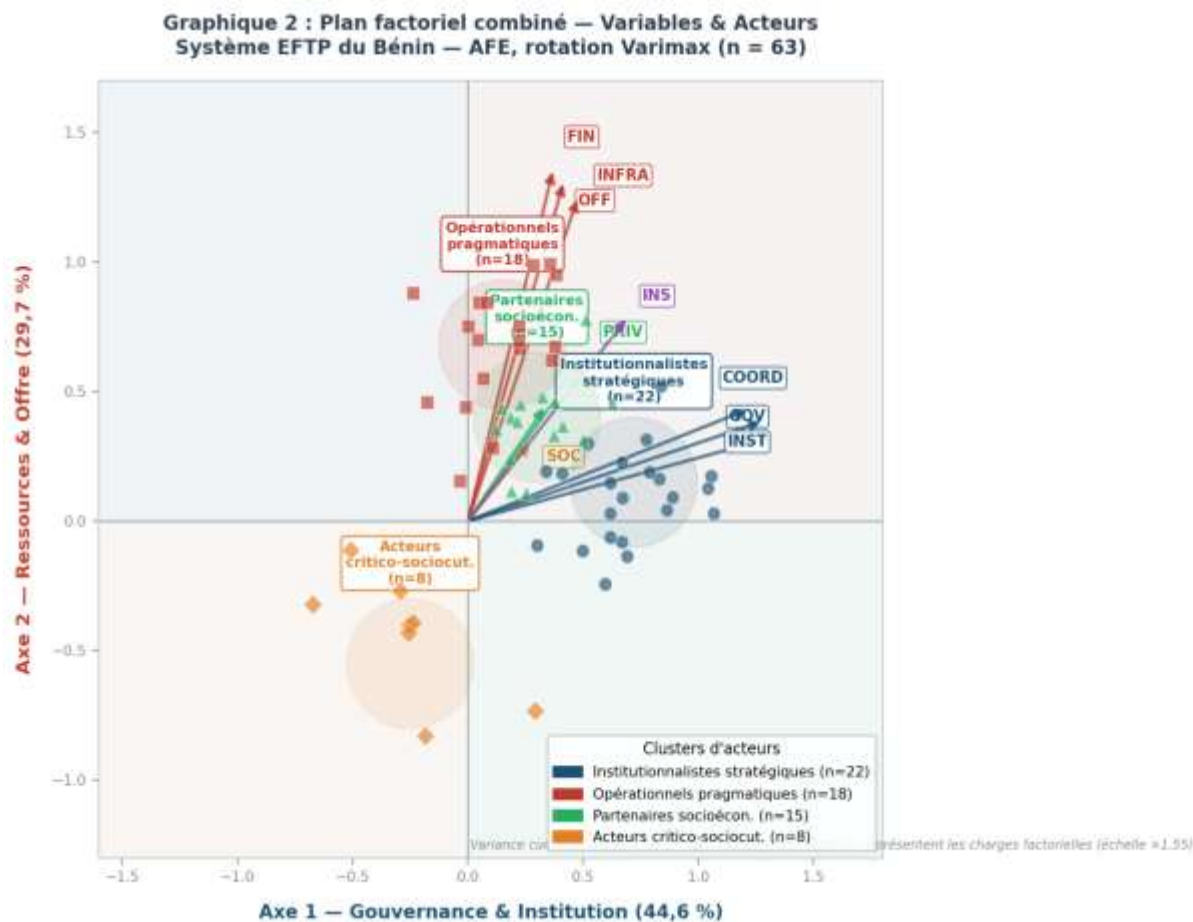
Représentations graphiques factorielles:-

Le cercle des corrélations (graphique 1) permet de visualiser la structuration des variables autour des deux premiers axes du plan factoriel. Le premier axe (Facteur 1) est dominé par les variables institutionnelles (GOV, INST, COORD), tandis que le second (Facteur 2) est corrélé aux variables opérationnelles (FIN, OFF, INFRA). Les variables socioculturelles se positionnent entre ces deux pôles, témoignant de leur dimension transverse.



Graphique 1 : Cercle des corrélations (ACP/AFE) — Système EFTP du Bénin (n=63)

Le plan factoriel combiné (graphique 2) révèle une forte hétérogénéité dans les perceptions des acteurs selon les axes institutionnel et opérationnel. Certains acteurs sont proches des variables de gouvernance, d'autres se positionnent davantage sur les variables opérationnelles ou socioculturelles, ce qui confirme l'existence de logiques d'action différenciées selon les catégories d'acteurs.



Graphique 2 : Plan factoriel combiné — Variables & Acteurs — Système EFTP du Bénin (n=63)

Typologie des acteurs du système EFTP:-

L'analyse factorielle permet d'identifier quatre groupes d'acteurs distincts selon leur positionnement dans l'espace factoriel. Les « institutionnalistes stratégiques » (représentants ministériels, cadres de l'administration et responsables d'agences) accordent la priorité au Facteur 1 (gouvernance), insistant sur la coordination institutionnelle et le pilotage stratégique. Les « opérationnels pragmatiques » (directeurs de centres, formateurs, responsables pédagogiques) se positionnent sur le Facteur 2 (ressources et offre), mettant l'accent sur les équipements, les infrastructures et les curricula. Les « partenaires socioéconomiques engagés » (secteur privé, partenaires techniques, organisations professionnelles) valorisent l'adéquation formation-emploi, la co-construction des programmes de formation notamment les curricula et les matrices de compétences et l'apprentissage dual. Les « acteurs critico-socioculturels » (ONG, société civile, experts en genre) soulignent les freins structurels liés aux normes sociales et aux inégalités de genre.

Tableau 5 : Synthèse de la typologie des acteurs

Cluster	Logique dominante	Variable clé	Vision du système
Institutionnalistes	Gouvernance	GOV / INST	Pilotage stratégique
Opérationnels	Ressources	FIN / OFF	Performance matérielle

Cluster	Logique dominante	Variable clé	Vision du système
Partenaires	Marché & emploi	PRIV	Pertinence économique
Socioculturels	Inclusion sociale	SOC	Transformation des normes

Source : Adetona (2026), à partir des données de la recherche.

Discussion des Resultats:-

Principaux déterminants de la performance du système EFTP:-

Les résultats confirment que la performance du système EFTP repose sur un ensemble de déterminants interdépendants. La gouvernance et les capacités institutionnelles jouent un rôle structurant : une coordination efficace entre acteurs permet de mieux mobiliser les ressources et d'améliorer la cohérence des politiques. Ces résultats corroborent les travaux de Brunet et al. (2018), selon lesquels la gouvernance partenariale est un déterminant décisif de la pertinence des formations. Le financement constitue un levier essentiel mais encore insuffisant. Les acteurs pointent une dépendance excessive aux financements extérieurs et un engagement endogène limité, rejoignant les analyses de la Banque mondiale (2021) sur la nécessité de diversifier et de pérenniser les sources de financement des systèmes EFTP en Afrique subsaharienne. La qualité de l'offre : pertinence et contenu des curricula, disponibilité des équipements, qualification des formateurs, conditionne directement l'employabilité des apprenants. Sur ce point, plusieurs acteurs soulignent que la simple création d'institutions ne garantit pas leur efficacité si la qualité des ressources humaines et matérielles n'est pas renforcée en parallèle, rejoignant les analyses de Pritchett (2001) sur les limites des réformes purement institutionnelles. Les freins socioculturels constituent un obstacle structurel majeur. La faible valorisation sociale des filières techniques, les stéréotypes de genre et la préférence pour l'enseignement général limitent l'attractivité de l'EFTP. Ce « verrou socioculturel » (Doucet et al., 2018) transcende les réformes techniques et exige des interventions ciblées en matière de sensibilisation et de changement des représentations.

Mise en perspective avec la littérature:-

Les résultats s'inscrivent dans la continuité des travaux sur le capital humain (Becker, 1993) et confirment que l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP), lorsqu'ils sont bien gouvernés et suffisamment financés, peuvent constituer un levier significatif de développement économique. Ils rejoignent également les analyses institutionnelles qui soulignent le rôle clé de la gouvernance et de la forte implication du secteur privé dans l'efficacité des systèmes éducatifs (Banque mondiale, 2021 ; OCDE, 2019). La SN-EFTP béninoise s'inscrit dans une dynamique de transformation progressive analogue à celle conduite dans plusieurs pays ayant opté pour une approche systémique de réforme de leur formation professionnelle. Cependant, son succès dépend de la capacité institutionnelle à assurer une mise en œuvre cohérente et durable des réformes engagées (Banque mondiale, 2020 ; King & Palmer, 2010). Comme le soulignent Fullan (2007) et Leithwood & Riehl (2003), la mise en œuvre des politiques éducatives nécessite une attention soutenue à la capacité d'exécution des institutions et à l'engagement effectif des acteurs locaux.

Implications pour les politiques publiques:-

Les résultats de l'analyse proposent plusieurs orientations stratégiques. Il est nécessaire d'améliorer la qualité et la pertinence de l'offre de formation en adaptant les contenus aux besoins du marché et en renforçant la formation des formateurs. Le financement endogène doit être accru pour réduire la dépendance aux ressources extérieures. La gouvernance intersectorielle doit être renforcée pour assurer la cohérence des politiques entre les différents ministères concernés (travail, agriculture, énergie, numérique, culture/artisanat, PME). La promotion d'une implication plus active du secteur privé, notamment par l'apprentissage dual ou par alternance et la co-construction des programmes, est déterminante pour améliorer l'adéquation formation-emploi. Enfin, des campagnes de sensibilisation sont indispensables pour revaloriser l'image sociale de l'EFTP et lutter contre les stéréotypes de genre qui freinent l'attractivité des filières techniques.

Analyse critique, défis et perspectives:-

Forces et faiblesses du système:-

Le cadre stratégique de la SN-EFTP présente une cohérence d'ensemble reconnue par les acteurs institutionnels et les partenaires techniques (ADET, 2024). Cependant, la Banque mondiale (2025) note que certains projets avancent lentement, avec un taux de décaissement global de 14 % et une consommation des ressources de 10,83 % à fin 2024, révélateurs des complexités inhérentes aux réformes structurelles multi-acteurs. La durabilité financière du système

reste également fragilisée par la faiblesse du financement endogène et l'incivisme fiscal d'une partie du secteur privé formel (Gouvernement du Bénin/MESTFP, 2019). Enfin, des résistances socioculturelles persistantes, quasi-absence de femmes dans les filières techniques à vocation masculine telles que la plomberie, la soudure ou la mécanique, freinent la pleine réalisation des objectifs d'inclusion.

Perspectives à l'horizon 2030:-

L'ADET (2026) présente un programme ambitieux visant à consolider les acquis de la réforme et à renforcer la résilience du système. La diversification des sources de financement, de mobilisation, de la taxe d'apprentissage, les mécanismes incitatifs pour le secteur privé, la responsabilité sociétale des entreprises, est appelée à réduire la dépendance aux ressources extérieures (Gouvernement du Bénin, 2025b). Une comparaison régionale des réformes EFTP en Afrique de l'Ouest révèle des niveaux différenciés de maturité des systèmes. Le tableau 6 en présente une synthèse comparative entre le Bénin, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo.

Tableau 6 : Comparaison des réformes EFTP en Afrique de l'Ouest

Indicateurs clés	Bénin	Sénégal	Côte d'Ivoire	Togo
Période de réforme	2019–2025 (SN-EFTP)	2013–2025 (PAQUET-EF)	2016–2025 (PEJEDEC)	2018–2025
Financement EFTP mobilisé	88,03 M€ (BM/AFD, 2024) + 15 M€ (KfW, 2026)	>150 M\$ (Banque mondiale, 2021)	>200 M\$ (BAD/BM, 2020)	<50 M\$ (OCDE, 2019)
Dépenses EFTP / PIB éducatif	0,8–1,2 % (IPEE-UNESCO, 2022)	≈ 1,5 % (UNESCO, 2020)	≈ 1,2–1,8 % (Banque mondiale, 2021)	≈ 0,5 % (OCDE, 2019)
Effectifs en formation prof.	41 943 candidats CQM (MESTFP, 2025)	≈ 300 000 apprenants (UNESCO, 2020)	≈ 150 000 apprenants (Banque mondiale, 2021)	≈ 90 000 apprenants (OCDE, 2019)
Taux d'insertion prof.	45–55 % (IPEE-UNESCO Dakar/PEFOP, 2022)	≈ 60 % (UNESCO, 2020)	50–65 % (Banque mondiale, 2021)	40–50 % (OCDE, 2017)
Formations en alternance	30–40 % (Swisscontact/DDC, 2023)	>50 % (UNESCO, 2020)	Élevée, homogène (BM, 2021)	<30 % (OCDE, 2017)
Implication secteur privé	Moyenne, en progression (ADET, 2024)	Forte, institutionnalisée (UNESCO, 2020)	Forte, PPP structurés (BM, 2021)	Faible à moyenne (OCDE, 2019)
Gouvernance institutionnelle	ADET — coordination récente (Gouv. Bénin, 2021)	Système multi-agences coordonné (UNESCO, 2020)	Fonds dédiés : FDFP (BM, 2021)	Fragmentée, en réforme (OCDE, 2019)
Dispositifs de certification	CQM, CAP, Bac Pro, VAE (MESTFP, 2025)	CAP, BT, BTS, certifications sectorielles (UNESCO, 2020)	CAP, BT, BTS, CQP (BM, 2021)	CAP, certifications artisanales (OCDE, 2017)
Contraintes majeures	Financement, gouvernance, perception sociale	Qualité adéquation et	Inégalités d'accès	Faible financement, gouvernance

Source : Adetona (2026), à partir des rapports institutionnels nationaux, Banque mondiale, AFD, KfW, UNESCO, FMI, OCDE, 2017–2026.

Ce tableau met en évidence que le Bénin, dont la réforme est encore en phase de consolidation, présente un système en développement avec un financement modéré et une gouvernance récente. En comparaison, le Sénégal et la Côte d'Ivoire disposent de dispositifs plus institutionnalisés, d'une implication plus forte du secteur privé et d'une

gouvernance stabilisée (UNESCO, 2020 ; Banque mondiale, 2021). Pour le Bénin, l'enjeu principal reste la massification des formations et le renforcement de l'insertion professionnelle.

Recommandations stratégiques:-**Cinq priorités opérationnelles sont identifiées pour la période 2026-2030:-**

1. (R1, 2026-2027) Harmoniser les curricula de l'EFTP avec les secteurs porteurs du PAG, sous la responsabilité du MESTFP et de l'ADET (indicateur : pourcentage de curricula validés par le secteur privé) ;
2. (R2, 2026) Opérationnaliser le mécanisme de financement de l'EFTP instauré par le décret de 2025 (indicateur : taux de décaissement trimestriel des fonds) ;
3. (R3, 2028) Porter la part du budget EFTP à 5 % du budget total de l'éducation nationale (indicateur : loi de finances annuelle) ;
4. (R4, 2028) Multiplier les conventions de formation duale avec le secteur privé, sous la responsabilité de l'ADET et des organisations patronales ;
5. (R5, 2030) Atteindre un taux de féminisation d'au moins 30 % dans les filières techniques à prédominance masculine, sous la coordination du MESTFP et de la société civile.

Ces priorités s'inscrivent dans une approche systémique : la consolidation de la gouvernance par une meilleure coordination interinstitutionnelle et une décentralisation accrue, le renforcement du financement endogène par la mobilisation de la taxe d'apprentissage et de la responsabilité sociétale des entreprises, l'amélioration continue de l'offre de formation par l'approche par compétences et la modernisation des infrastructures, et la transformation des représentations sociales par des campagnes de sensibilisation ciblées et l'intégration précoce de l'orientation vers les filières techniques.

Conclusion:-

La présente étude met en évidence que la transformation du système EFTP au Bénin repose sur une dynamique réformatrice structurée, centrée sur le renforcement de la gouvernance, l'accroissement du financement et l'amélioration de la qualité de l'offre. La SN-EFTP constitue une réforme fondamentale visant à faire du capital humain le levier indispensable de la croissance économique à l'horizon 2030. Les progrès accomplis : cadre juridique rénové, création de l'ADET, mobilisation de financements internationaux significatifs, montée en puissance de la certification professionnelle, sont réels et prometteurs.

L'analyse factorielle exploratoire confirme empiriquement trois dimensions structurantes du système : institutionnelle, opérationnelle et socioculturelle. Ces résultats militent pour une approche systémique et participative des réformes, qui refuse d'isoler l'une de ces dimensions au détriment des deux autres. La réussite à long terme requiert une gouvernance coordinatrice, une implication forte des acteurs économiques privés et une évolution profonde des représentations sociales associées à la formation professionnelle.

Une contrainte méthodologique centrale mérite d'être soulignée : l'insuffisance de données statistiques fiables, continues et harmonisées dans le secteur EFTP représente un handicap majeur pour l'évaluation rigoureuse des politiques publiques. La mise en place urgente d'une base de données longitudinale nationale sur l'EFTP à travers le dispositif du système de Veille Formation-Emploi et le Système d'Information sur le Marché du Travail fonctionnel et opérationnel, régulièrement alimentée et associée à des méthodes d'évaluation d'impact rigoureuses, est une condition sine qua non pour orienter efficacement l'action publique future. Ces résultats ouvrent plusieurs pistes de recherche futures : des études comparatives avec d'autres pays d'Afrique subsaharienne, des analyses longitudinales des trajectoires professionnelles des diplômés de l'EFTP, et des évaluations de l'impact de la formation duale sur la productivité des entreprises.

Références Bibliographiques:-

1. Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET). (2024). *Rapport annuel d'activités 2023-2024*. ADET.
2. Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET). (2026). *Avis d'appel à candidatures du Projet de Renforcement du système de l'EFTP*. ADET.
3. Assemblée Nationale du Bénin. (2022). *Loi n° 2022-01 du 11 janvier 2022 portant loi-cadre sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels en République du Bénin*. Porto-Novo.
4. Association for the Development of Education in Africa (ADEA). (2019). *Revitalizing technical and vocational education and training in Africa*. ADEA.

5. Banque mondiale & Agence Française de Développement (AFD). (2024). *Accords de financement du Projet de développement des compétences pour l'emploi dans les secteurs prioritaires (PDCESP-I)*. Washington D.C. / Paris.
6. Banque mondiale. (2020). *Skills development in Sub-Saharan Africa*. World Bank.
7. Banque mondiale. (2021). *World development report 2021 : Data for better lives*. World Bank.
8. Becker, G. S. (1993). *Human capital : A theoretical and empirical analysis with special reference to education* (3e éd.). University of Chicago Press.
9. Bourdieu, P. (1992). *Réponses : Pour une anthropologie réflexive*. Éditions du Seuil.
10. Brunet, S., Aubert, P., & Mora, V. (2018). Governance and performance of TVET systems. *Journal of Education and Work*, 31(1), 75-90. <https://doi.org/10.1080/13639080.2017.1349883>
11. Costello, A. B., & Osborne, J. W. (2005). Best practices in exploratory factor analysis: Four recommendations for getting the most from your analysis. *Practical Assessment, Research & Evaluation*, 10(7), 1-9.
12. Doucet, C., Kaboré, I., & Niang, A. (2018). Genre et formation professionnelle en Afrique subsaharienne. *Revue internationale de l'éducation*, 64(1), 95-112.
13. Fonds monétaire international (FMI). (2025a). *Bénin : Consultations au titre de l'article IV-Rapport des services du FMI*. FMI.
14. Fonds monétaire international (FMI). (2025b). *Perspectives économiques régionales-Afrique subsaharienne*. FMI.
15. Fullan, M. (2007). *The new meaning of educational change* (4e éd.). TeachersCollegePress.
16. Gouvernement du Bénin. (2021). *Décret n° 2021-325 du 30 juin 2021 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET)*.
17. Gouvernement du Bénin. (2025a). *Décret n° 2025-197 du 23 avril 2025 relatif aux statuts-types des établissements publics d'EFTP*.
18. Gouvernement du Bénin. (2025b). *Décret n° 2025-657 du 22 octobre 2025 instituant le mécanisme de financement de l'EFTP*.
19. Gouvernement du Bénin / Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP). (2019). *Stratégie nationale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (SN-EFTP 2019-2025)*.
20. Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., & Anderson, R. E. (2019). *Multivariate data analysis* (8e éd.). Cengage Learning.
21. Institut International de Planification de l'Éducation- Bureau de Dakar / Programme d'Études sur les Politiques Éducatives (IPE-UNESCO Dakar/PEFOP). (2022). *Bilan et perspectives du Programme d'Appui au PEFOP au Bénin 2020-2022*. UNESCO-IIPE.
22. International Labour Organization (ILO). (2019). *Skills for a greener future : A global view*. ILO.
23. King, K., & Palmer, R. (2010). *Planning for technical and vocational skills development*. UNESCO-IIPE.
24. Leithwood, K., & Riehl, C. (2003). *What we know about successful school leadership*. National College for School Leadership.
25. MacCallum, R. C., Widaman, K. F., Zhang, S., & Hong, S. (1999). Sample size in factor analysis. *Psychological Methods*, 4(1), 84-99. <https://doi.org/10.1037/1082-989X.4.1.84>
26. Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP). (2024). *Rapport annuel d'activités 2023-2024*. MESTFP.
27. Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP). (2025). *Bilan de la session d'octobre 2025 du Certificat de Qualification aux Métiers (CQM)*. MESTFP.
28. Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). (2017). *Youth skills in Africa : Skills for youth employability*. OECD Publishing.
29. Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). (2019). *OECD skills outlook 2019 : Thriving in a digital world*. OECD Publishing.
30. Pritchett, L. (2001). Where has all the education gone? *The World Bank Economic Review*, 15(3), 367-391. <https://doi.org/10.1093/wber/15.3.367>
31. Swisscontact & Direction du Développement et de la Coopération (DDC). (2023). *Programme FORCE : Formation professionnelle et renforcement des capacités pour l'emploi au Bénin*. Cotonou.
32. Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). (2020). *Global education monitoring report 2020 : Inclusion and education*. UNESCO Publishing.